

# L'accueil du centre des finances ferme

**Services publics.** Alors qu'en janvier 2020, le gouvernement a annoncé l'arrivée d'un nouveau service des finances publiques à Pont-Audemer, le centre pour les usagers du territoire fermera ses portes au public le 31 décembre 2021. Explications.

« Nous nous sommes mobilisés pour défendre ce service et notre territoire. Non seulement nous avons été entendus, mais en plus, Pont-Audemer est confortée et consolidée ! C'est une excellente nouvelle pour le maintien et le développement de services sur notre territoire », indiquait Michel Leroux, le maire, sur Facebook, le 29 janvier 2020. Un an après, la réalité est bien différente. Le centre des finances publiques va bel et bien fermer ses portes. Selon Olivier Allaix, directeur adjoint des services des impôts des entreprises dans l'Eure : « Il n'y a pas moins de fréquentation. C'est plus pour des raisons politiques. » Baisse de budget, suppression d'effectifs... Les services sont obligés de fusionner pour continuer leur activité.

Quand ce service va-t-il fermer ? Le service aux entreprises (20 agents) et aux particuliers (environ 10 agents) fermera au public le 31 décembre prochain. « Les agents ont essayé de faire reculer le projet en 2019

avec une pétition mais la charte d'engagement du nouveau réseau a été signée en décembre 2019 par le président du conseil départemental. On ne peut plus rien faire. Notre direction ne nous écoute pas. Les agents se sentent délaissés, souligne Aurélie Herkous, du syndicat Solidaires Finances publiques et membre du centre de Pont-Audemer. Nous avons déjà perdu une partie des effectifs car la mission foncière a été transférée à Louviers au 1er septembre et le service de publicité foncière doit partir à Évreux le 15 mars. »

## UNE SITUATION COMPLEXE

Pour les usagers, il faudra donc faire une trentaine de kilomètres. Les particuliers iront à Bernay, tandis que les entreprises devront se rendre « à Louviers voire une partie à Évreux », précise Olivier Allaix. Une antenne fiscale entreprise et particulier fermée au public pourrait rester ouverte jusqu'en 2026 mais la situation est complexe selon Olivier Allaix. « Le problème est qu'au



Le centre des finances publiques va fermer ses portes au public à la fin de l'année. (Photo AC/PN)

fur et à mesure des départs en retraite, les agents ne seront pas remplacés à Pont-Audemer mais sur les nouveaux centres de Louviers et Bernay. S'il ne reste pas assez d'agents, l'antenne devra fermer avant 2026, ajoute-t-il. Compte tenu de l'incertitude, les agents en place vont vouloir suivre leur mission tandis que d'autres vont partir en retraite. Est-ce que l'antenne sera maintenue longtemps ? » Isabelle Laurent, de la section Solidaires Finances Publiques 27, pointe une autre difficulté : « L'objectif est que les usagers ne se déplacent plus en utilisant notre plateforme téléphonique ou en réglant leurs problèmes

directement sur internet. Mais dans l'Eure, beaucoup d'usagers ne savent pas utiliser internet. »

Alors pourquoi avoir annoncé l'arrivée d'un service public en 2022 ? La commune de Pont-Audemer avait postulé pour accueillir un service des finances publiques dans le cadre d'une politique de délocalisation des centres dans les territoires. « Ce n'est pas un service public à destination des usagers qui arrive, éclaire Isabelle Laurent. Ce service de 20 agents parisiens va gérer des entreprises situées dans d'autres départements pour délester les plus grands services no-

tamment en région parisienne et dans les grandes métropoles. Nous avons alerté le maire de Pont-Audemer à l'époque. C'est juste de la communication. » Pour le moment, la date précise d'arrivée du nouveau service en 2022 n'est pas encore connue.

Dès lors, c'est une véritable crainte pour les agents déjà en place comme le souligne Olivier Allaix : « Ils ne sont pas prioritaires pour rester à Pont-Audemer. Ce sont les agents parisiens qui ont priorité sur leur mission. Je regrette cette décision », confie-t-il. Les agents de Pont-Audemer seront prioritaires pour suivre leur mission à Louviers ou Bernay. »

Les syndicats, eux, sont sceptiques sur l'arrivée de nouvelles familles parisiennes. « Quelques collègues vont avoir envie de se mettre au vert mais je ne pense pas que ce soit la majorité », précise Isabelle Laurent. Ce qui laisserait de la place sur le site normand. « Ça pourra permettre aux agents en poste d'éviter de déménager en prenant la nouvelle mission. Mais, il n'y aura pas de la place pour tout le monde », déplore Aurélie Herkous. Le bâtiment, lui, appartenant à l'État et situé avenue de l'Europe, sera réaménagé « en fonction du nombre de personnes qui vont y travailler ».